Procès-verbal réunion du conseil municipal en date du 10 juin 2025

Le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni le 10 juin 2025 à dix-huit heures, sous la présidence de Madame RAMBOUR Isabelle, Maire de Saleux, salle du conseil municipal.

Étaient présents : Mmes et MM. RAMBOUR Isabelle, CHAMPION Jean-Paul, PETIT-GAS Annie, NIQUET Béatrice, BERTRAND Rudy, CARDON Marie-Christine, DEREGNAUCOURT Christiane, LE COINTE Maïté, BUTIN Hervé, LHERITIER Yasmine, BACQUET Laurence, DEMOLLIENS Thierry, BURNICHON Philippe, PEDOT Maryvonne, DOUAY Laurent, DUCHENE Annie.

Étaient absents excusés :

Monsieur BERTHE Dominique, pouvoir donné à Madame BACQUET Laurence.

Madame DIEU Annick, pouvoir donné à Monsieur BERTRAND Rudy.

Monsieur PRONNIER Bruno, pouvoir donné à Madame CARDON Marie-Christine.

Madame PASQUIER Odile, pouvoir donné à Monsieur CHAMPION Jean-Paul.

Monsieur BERTRAND Jean, pouvoir donné à Madame NIQUET Béatrice.

Monsieur AVIEZ Stéphane, pouvoir donné à Madame DUCHENE Annie.

Madame DEREGNAUCOURT Christiane, pouvoir donné à Madame RAMBOUR Isabelle jusqu'à son arrivée.

Monsieur LOMBARD Daniel.

Comme à l'accoutumée, la séance du Conseil Municipal est projetée en direct sur les réseaux sociaux et un micro est à disposition des intervenants.

Madame RAMBOUR, Maire de Saleux, ouvre la séance du Conseil Municipal à 18h00

Au préalable, Madame le Maire a vérifié que le quorum était atteint.

Ordre du jour :

Point 1 – désignation secrétaire de séance.

Point 2 – Approbation du procès-verbal du 24/04/2025.

Point 3 – Affectation du résultat.

Point 4 – Décision modificative n°1.

Point 5 – Suppression de poste.

Point 6 – C.D.D.

Point 7 – Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité.

Point 8 – Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité.

Point 9 – Convention CPIE 2025.

Point 10 – Avenant A.P.I.

Point 11 – Convention tripartite pour l'utilisation des locaux de la fourrière d'Amiens.

Point 12 – AMSOM.

Point 13 – Avis préalable création crèche « 1,2,3 Câlines ».

Point 14 – Avis préalable création crèche « Au pays des merveilles ».

Point 15 – Jurés d'Assises 2026.

1. Désignation du secrétaire de séance

Mme le Maire propose Mme LE COINTE et M. BURNICHON comme secrétaires de séance.

Proposition votée à la majorité : 20 voix « pour » et 2 abstentions (Mme, M. DUCHENE, AVIEZ).

II. Approbation du procès-verbal du 24/04/2025.

Madame DUCHENE lit un texte.

Concernant les subventions, Madame le Maire rappelle qu'elle a détaillé plusieurs fois les modalités de la D.S.C (Dotation de Solidarité Communautaire). Seule la part de l'Intercommunalité a augmenté et la commune de Saleux n'a pas à combler les déficits causés par la communauté de communes.

Concernant l'école maternelle, Madame le Maire rappelle que les règles de marché public ont été respectées. Si une entreprise est retenue et les travaux engagés, on ne peut stopper sans subir de pénalités, d'autant que la subvention européenne ne concernait pas les bâtiments mais seulement la musique dans les écoles et qu'elle était substantielle.

Madame le Maire rappelle aussi qu'en 2020, la majorité actuelle n'était pas encore élue.

Madame LE COINTE souligne le fait que dans le discours d'inauguration de Madame la Sous-Préfète, il avait été indiqué que la commune avait obtenu le maximum de subvention.

Madame DUCHENE met en doute les propos de Madame la Sous-Préfète et la qualifie d'incompétente.

Madame le Maire demande aux secrétaires de séance leur avis sur le procès-verbal du 24 avril 2025.

Madame LE COINTE et Monsieur BURNICHON n'ont trouvé aucune anomalie à la relecture.

Madame le Maire soumet au vote l'annexion des remarques de l'opposition : 20 voix « contre » et 2 voix « pour » (MM, DUCHENE, AVIEZ). Le texte regroupant les remarques de l'opposition n'est pas annexé.

Madame le Maire soumet au vote l'approbation du P.V du 24 avril 2025 : 20 voix « pour » et 2 voix « contre » (MM DUCHENE, AVIEZ). Le procès-verbal est adopté à la majorité.

III. Affectation du résultat.

Madame le maire informe le Conseil Municipal qu'à la demande de la Trésorerie Municipale il convient de modifier la présentation du résultat 2024 comme suit.

Les données chiffrées ne changent pas.

	RESULTAT CA 2023	VIREMENT A LA SF	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	RESTES A REALISER 2024	SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
INVEST	2368 691,63 €		- 144 550,14 €	398 089,40 €	- 398 089,40 €	1826 052,09 €
FONCT	739 930,83 €	489 930,83 €	550 289,26 €			800 289,26 €

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2024 avant affectation	800 289.26
Affectation obligatoire : Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) Total affecté au c/1068	 550 289.26 550 289.26
DÉFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2024	0
Pour mémoire INVESTISSEMENT/ RÉSULTAT CUMULE AU 31/12/2024 y compris restes à réaliser	1 826 052.09
Excédent à reporter (ligne 001) en section d'investissement	2 224 141.49
Excédent à reporter (ligne 002) en section de fonctionnement (déduction c/1068)	250 000

En l'absence de questions, Madame le Maire procède au vote de cette nouvelle présentation du résultat 2024. Le conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité l'affectation du résultat

IV. Décision modificative n°1.

À la demande de la Trésorerie Générale, il convient d'intégrer les montants dans les comptes correspondants et d'afficher désormais les centimes.

C'est pourquoi Madame le Maire propose d'apporter une modification au budget primitif 2025 qui s'équilibre comme suit :

Section de Fonctionnement :

Dépenses et Recettes : 5 414,59 €

Section d'investissement

Dépenses et Recettes : -542 438,65 €

En l'absence de question, Madame le Maire soumet au vote la nouvelle présentation de la décision modificative n°1.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la Décision Modificative n°1.

V. Suppression de poste.

Madame le Maire nous informe que suite à des avancements de grade, il convient d'ouvrir les postes correspondants mais aussi de fermer les anciens postes.

Madame le Maire propose au conseil municipal de supprimer 2 postes :

- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe
- 1 poste d'adjoint technique

En l'absence de question, Madame le Maire met au vote la suppression de ces deux postes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité ces propositions.

VI. C.D.D.

Madame le Maire nous informe qu'il convient de conserver un contrat à durée déterminée mais que deux autres n'ont pas été renouvelés.

Madame DUCHENE demande à quoi est destiné ce contrat CDD d'un an.

Madame le Maire indique qu'il s'agit de pallier des mi-temps thérapeutiques (CDI).

Madame DUCHENE demande si cela sera le cas chaque année.

Madame le Maire informe que cela dépendra des décisions médicales futures et il s'agit aussi de conserver l'activité durant les congés estivaux.

Madame le Maire indique qu'on diminue aussi les prestations fournies par nos partenaires.

Comme l'indique le document de travail, ce contrat est conclu pour une durée déterminée d'un an renouvelable tous les 3 mois.

L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C – Cadre d'emploi des Adjoints Techniques.

L'agent devra justifier d'une expérience professionnelle dans les espaces verts dans le secteur du privé ou public.

La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération correspondant au grade adjoint technique.

Enfin le régime indemnitaire instauré, est applicable.

En l'absence d'autres questions, Madame le Maire met au vote le renouvellement de ce C.D.D.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'adopter la proposition du Maire
- de modifier le tableau des emplois
- d'inscrire au budget les crédits correspondants
- que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er juin 2025
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le représentant de l'État.

VII. Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité.

Madame le Maire demande à traiter simultanément les points 7 et 8 qui sont identiques. Les votes se feront séparément. L'autorisation est accordée par l'ensemble des membres du conseil municipal.

Madame le Maire informe qu'il s'agit de recruter deux agents contractuels au 1^{er} septembre 2025, pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité pour l'animation en périscolaire et en extrascolaire. Ces personnes sont déjà en place et donnent satisfaction.

En l'absence de question, Madame le Maire met au vote la création de l'emploi permanent défini au point VII.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la création de ce poste.

VIII. Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité.

En l'absence de question, Madame le Maire met au vote la création de l'emploi permanent défini au point VIII.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité la création de ce poste.

IX. Convention CPIE 2025.

Il s'agit des « Chemins de l'Espoir ». La situation de Terspective est aussi abordée.

Madame le maire informe que pour les « Chemins de l'Espoir » il s'agit de réduire le contrat à 12 jours au lieu de 22. Pour Terspective, il s'agira de réduire à 2 tontes au lieu de 16.

En effet le responsable du Service Technique de la commune de Saleux estime qu'il convient de diminuer les prestations grâce à l'acquisition d'un nouveau tracteur avec mulching et les deux C.D.D en appui.

Monsieur DOUAY demande si la raison de cette diminution est liée à une question de coût ou de qualité de travail. Madame le Maire répond que cette diminution est liée à l'acquisition de matériel mais aussi aux problèmes d'absentéisme au sein de la société Terspective. Le matériel acquis permet de gagner en rapidité et en efficacité, notamment pour les tontes et pour vider les « trous de jardins » grâce au godet. D'autre part, ce matériel en remplacement des outils plus anciens (25 et 30 ans), a été commandé à une entreprise locale.

En l'absence d'autres questions, Madame le Maire met au vote la Convention CPIE 2025.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Madame le Maire à signer la convention.

X. Avenant A.P.I.

Madame le Maire nous rappelle que cette convention destinée à la restauration scolaire est signée pour trois ans mais qu'il convient de signer un avenant tous les ans. Le prix des repas reste inchangé.

Madame DUCHENE fait remarquer que cet avenant doit être effectif au 1^{er} avril 2025.

Madame le Maire acquiesce mais rappelle qu'il n'y a plus la possibilité de rajouter un point supplémentaire à l'ordre du jour du conseil municipal. C'est regrettable car cet avenant n'est pas arrivé avant la date du conseil municipal du 24/04/2025 mais après la diffusion de la convocation de ce conseil. A noter que de même, un point à l'ordre du jour de ce conseil municipal aurait pu être ajouté et qu'il est donc reporté à notre prochaine séance.

En l'absence d'autres questions, Madame le Maire met au vote l'avenant A.P.I.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'autoriser Madame le Maire à signer l'avenant A.P.I.

XI. Convention tripartite pour l'utilisation des locaux de la fourrière d'Amiens.

Madame le Maire rappelle que la commune n'a pas de local de fourrière et qu'il convient donc de passer une convention avec la Ville d'Amiens propriétaire des locaux d'une fourrière animale municipale située route d'Allonville à AMIENS, appartenant au groupe SACPA. Le montant est fixé à 0,25 € / habitant.

Madame DUCHENE s'étonne de ce montant car chaque habitant paie déjà un impôt intercommunal.

Madame le Maire indique que cette convention est passée avec la commune d'Amiens et que la société qui gère est une entreprise privée.

Madame DUCHENE souhaite savoir si les habitants d'Amiens paient aussi à hauteur de 0,25€ par habitant.

Madame le Maire ne peut pas répondre à cette question, ne siégeant pas au conseil municipal d'Amiens. La SACPA n'est pas de responsabilité métropolitaine.

Monsieur BUTIN fait remarquer que ce contrat n'est pas nouveau. Il y a des années que la commune utilise les prestations de cette fourrière.

Madame le Maire rappelle que la communauté de communes nous a permis bien d'autres choses, exemples : rénovation des vestiaires attenants au terrain de football, installation de douches pour le judo, rénovation de la bibliothèque municipale, la station d'épuration et l'analyse de l'eau pour ne citer que ces actions.

Madame DUCHENE trouve qu'on paie beaucoup pour la communauté de communes.

Madame le Maire informe qu'on paie moins chère que d'autres communautés de communes, par exemple le Douaisis pour l'eau.

Madame la Maire nous informe aussi que la création d'une fourrière communale coûterait beaucoup plus chère.

En l'absence d'autres questions, Madame le Maire met au vote l'autorisation de signature de la convention tripartite pour l'utilisation des locaux de la fourrière d'Amiens : 20 voix « pour » et 2 abstentions (MM DUCHENE, AVIEZ).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise à la majorité, Madame le Maire à signer la convention.

Arrivée de Madame DEREGNAUCOURT Christiane à 18h36

XII. AMSOM.

Madame le Maire indique au conseil municipal que dans le cadre de la création de logements séniors avec l'AMSOM, il y a lieu de signer une convention de partenariat. En perspective, la construction de 12 maisonnettes de type T2bis (une chambre plus une pièce de 9m² pouvant servir de chambre d'appoint) est prévue.

Ce projet est à la phase d'étude et pour que l'AMSOM puisse ouvrir le marché, il faut accorder l'autorisation d'utiliser le domaine public pour ces constructions. La commune et AMSOM HABITAT se sont accordés sur un bail emphytéotique pour ces logements destinés aux séniors et qui passera par le conseil du CCAS de Saleux. Ce bail a été visé par le notaire ainsi que par le conseiller juridique.

Le CCAS statuera sur les modalités d'octroi des logements dans les mêmes conditions que ceux de la résidence Marius Damé, c'est à dire avec une priorité pour les habitants de la commune avec cependant deux logements réservés « Préfecture ». Aujourd'hui il s'agit donc de conventionner uniquement pour le terrain.

Madame DUCHENE demande s'il y a eu une étude des risques de débordement de la Selle.

Madame le Maire indique que des logements devraient être construits loin du bord de Selle à hauteur de l'ancienne école maternelle. Les services techniques compétents ont été consultés mais il convient d'avoir à l'esprit qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de signer des permis de construire mais de statuer sur l'occupation de ce terrain.

En l'absence d'autre question, Madame le Maire met au vote la convention de partenariat avec la société AMSOM. Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité Madame le Maire à signer cette convention.

Madame le Maire se réjouit de la perspective d'une deuxième résidence pour séniors, moins chère qu'une maison de retraite et avec la possibilité de portage de repas et de soins à domicile. Les loyers seront modérés et il y a déjà une liste d'attente. Cette nouvelle résidence permettra aux habitants de s'entraider, de continuer à avoir une vie sociale.

XIII. Avis préalable création crèche « 1,2,3 Câlines ».

Madame le Maire demande à traiter simultanément les points XIII et XIV qui sont identiques. Les votes se feront séparément. L'autorisation est accordée par l'ensemble des membres du conseil municipal.

Madame le Maire indique qu'il s'agit d'accorder des extensions après contrôle de sécurité favorable, effectué par les services d'Amiens Métropole. Nous aurons ainsi des places de crèches supplémentaires pour les enfants, d'autant plus qu'il y a une diminution d'assistantes maternelles.

Madame NIQUET demande si les établissements sont suffisamment grands.

Madame le Maire répond que oui grâce aux extensions réalisées.

En l'absence d'autre question, Madame le Maire soumet au vote l'extension de la crèche « 1,2,3 Câlines » située 2A rue Roger Salengro à Saleux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité Madame le Maire à autoriser cette extension.

XIV. Avis préalable création crèche « Au pays des merveilles ».

Madame le Maire soumet au vote l'extension de la crèche « Au Pays des Merveilles » située 132 ter rue Jean Catelas à Saleux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise à l'unanimité Madame le Maire à autoriser cette extension.

XV. Jurés d'Assises 2026.

Madame DEREGNAUCOURT est désignée pour tirer au sort la page du registre communal.

Madame DUCHENE est désignée pour tirer au sort la ligne de la page du registre communal.

Madame le Maire lit à haute voix les noms, prénoms, date de naissance et adresse des personnes tirées au sort pour être sur la liste des jurés d'Assises 2026.

1) Page 15, ligne 3 : BENA VENTE Katia, Stéphanie, épouse LEBESQUE, née le 01/04/1976, demeurant 121 rue Jean Catelas à Saleux.

2) Page 130, ligne 3 : JEHANNOT Hélène, Julie, née le 29/09/1982, demeurant 5 rue Saint Jean à Saleux.

- 3) Page 151, ligne 9 : LEROY Dominique, Louis, né le 28/02/1955, demeurant 5 chemin des Bacquets à Saleux.
- 4) Page 185, ligne 9 : PARMENTIER Rolande, Julienne, Charlotte, épouse BEAUGEOIST, née le 07/01/1948, demeurant 42 rue Jean Catelas, Numéro 6 résidence Marius Damé à Saleux.
- 5) Page 203, ligne 8 : ROCHART Christelle, Fernande, née le 22/05/1965, demeurant 40 rue des Capucines à Saleux.
- 6) Page 28, ligne 3, BOUKHALFA Fatiha, née le 05/01/1952, demeurant 1 rue des Acacias à Saleux.
- Monsieur DOUAY demande comment les jurés sont désignés ensuite.
- Madame le Maire informe que la liste est transmise au Tribunal chaque juré fait ensuite l'objet d'un tirage au sort.

Questions écrites de l'opposition.

Question : Certains riverains de la rue Roger Salengro se plaignent du stationnement qui leur pose des problèmes au quotidien. De plus en plus de personnes extérieures à Saleux prennent les places des riverains qui ne disposent ni de garages, ni de places de parking. Plutôt que de verbaliser les riverains en difficulté, est-il possible de rétablir l'ordre dans cette rue ?

Réponse de Madame le Maire : Je rappelle une nouvelle fois que le stationnement est public. Tous les emplacements peuvent être utilisés par n'importe quelle personne.

La police municipale sensibilise les stationnements gênants par exemple devant une porte de garage ou entrée carrossable.

Toutefois la police Nationale verbalise également sur notre commune et ne fait pas de cadeau, elle applique la loi et le Code de la Route.

Question : Des mesures ont été prises dans l'église suite à des problèmes de stabilité de l'édifice. Ces mesures sont-elles encore d'actualité ?

Réponse de Madame le Maire : Les travaux ont été effectués en date du 31 octobre 2023. Ils s'agissaient de morceaux qui se détachaient de la façade.

Question : Les élus de l'opposition ont reçu par mail ce jeudi 5 juin à 17h48 (impossible à cette heure d'aller chercher les documents à la Mairie) une convocation pour le conseil municipal du mardi 10 mai, sachant que le weekend de Pentecôte compte 3 jours.

Il n'y a que le vendredi 6 juin pour demander les documents papier et étudier les délibérations qui manquent totalement d'explications.

Pourquoi ce WK de Pentecôte n'a-t-il pas été pris en compte ?

Pourquoi les délibérations budgétaires envoyées sans préparation pour les élus d'opposition comportent-elles le moins d'explication possible, les rendant incompréhensibles à étudier ?

Réponse de Madame le Maire : Pour les communes de moins de 3 500 habitants, **le délai est de 3 jours franc avant la date de la réunion** (article L. 2121-11 CGCT). Pour les communes de plus de 3 500 habitants, le délai est de 5 jours franc avant la date de la réunion (article L. 2121-12 CGCT).

Les modifications budgétaires sont à la demande de la trésorerie générale et ne modifient en rien le budget primitif voté au dernier conseil municipal.

L'ordre du jour étant terminé, Madame le Maire, indique la fin de la réunion du conseil municipal à 19h 07

Le prochain conseil municipal aura lieu avant les vacances estivales.